



LES TEXTES DE LA JCI MALI

Constitution & Règlement Intérieur

CONSTITUTION NATIONALE JCIMALI

**Avec prise en compte des amendements adoptés lors de la Convention
Nationale de Ségou en octobre 2014**

CONSTITUTION NATIONALE JCIMALI

Avec prise en compte des amendements adoptés lors de la Convention

Nationale de Ségou en octobre 2014

STATUT JCI-MALI

Amendé lors de la 9ème Convention Nationale tenue à San en Octobre 2003

**Amendé lors de la convention nationale de Bamako en octobre 2004 et en
conformité avec les amendements du congrès mondial de Fukuoka 2004,**

Amendée lors de la Convention Nationale tenue à Kayes en octobre 2007,

Amendée lors de la Convention Nationale tenue à Koulikoro en octobre 2010

Amendée lors de la Convention Nationale tenue à Sikasso en octobre 2011

Amendée lors de la Convention Nationale tenue à Mopti en Octobre 2012

Amendée lors de la Convention Nationale tenue à Kayes en Octobre 2013

Amendée lors de la Convention Nationale tenue à Segou en Octobre 2014

TABLE DE MATIERES

CHAPITRE I : DENOMINATION	7
ARTICLE 1. NOM	7
CHAPITRE II : L'EMBLEME	7
ARTICLE 2-1 EMBLEME	7
ARTICLE 2-2. DROIT D'USAGE	7
CHAPITRE III : AFFILIATION	7
ARTICLE 3-1. MISSION	7
ARTICLE 3-2. VISION	7
ARTICLE 3-3. DÉCLARATION DES PRINCIPES	7
ARTICLE 3-4. CREDO	7
ARTICLE 3-5. POLITIQUE	8
ARTICLE 3-6. RELIGION	8
SECTION 1. ACTIVITÉS RELIGIEUSES:	8
SECTION 2. CONCEPT DE «DIEU»:	8
ARTICLE 3-7. DROITS HUMAINS	8
ARTICLE 3-8. DROITS DE L'ENFANT	8
CHAPITRE IV: MEMBRES	9
ARTICLE 4-1 DEFINITION	9
ARTICLE 4-2 QUALIFICATIONS	9
ARTICLE 4-3 OLM POTENTIELLE	10
ARTICLE 4-4 OLM PROVISOIRE	10
ARTICLE 4-5 OLM DE PLEIN DROIT	10
ARTICLE 4-6 LIMITE D'AGE	11
ARTICLE 4-7 DESAFFILIATION	11
ARTICLE 4-8 PERTE DES DROITS	11
CHAPITRE V : ASSEMBLEE GENERALE	12
ARTICLE 5-1 INSTANCE SUPREME	12
ARTICLE 5-2 PREROGATIVES EXCLUSIVES	12
ARTICLE 5-3 RESPONSABILITES SPECIFIQUES	12
ARTICLE 5-4 COMPOSITION	12
ARTICLE 5-5 MODALITES DE VOTE	12
ARTICLE 5-6 DROIT DE VOTE	13
ARTICLE 5-7 PROCURATION	13

ARTICLE 5-8 QUORUM	14
ARTICLE 5-9 REUNIONS	14
CHAPITRE VI : RENTREE SOLENNELLE	14
ARTICLE 6.1 BUTS	14
ARTICLE 6-2 REUNION	15
ARTICLE 6-3 REPPORT	15
ARTICLE 6-4 SUPERVISION DES TRAVAUX	15
CHAPITRE VII : CONSEIL NATIONAL	15
ARTICLE 7.1 COMPOSITION ET FONCTIONS	15
ARTICLE 7.2 Réunion	15
ARTICLE 7.3 REPPORT	16
ARTICLE 7.4 SUPERVISION DES TRAVAUX	16
CHAPITRE VIII: CONVENTION DE L'ONM	16
ARTICE 8-1 BUTS	16
ARTICLE 8-2 PROGRAMME	16
ARTICLE 8-3 DATE ET LIEU	16
ARTICLE 8-4 ANNULATION	16
ARTICLE 8-5 SUPERVISION DES TRAVAUX	17
CHAPITRE IX LES INTITUTIONS DE L'ONM	17
CHAPITRE X : RESPONSABLES	18
ARTICLE 10-1 RESPONSABLES ELUS	18
ARTICLE 10-2 RESPONSABLES NOMMES	18
ARTICLE 10-3 PRESIDENT SORTANT	18
ARTICLE 10-4 FONCTIONS	18
ARTICLE 10-5 CANDIDATURES	18
ARTICLE 10-6 QUALIFICATIONS	19
ARTICLE 10-7 COMITE DE CANDIDATURE	20
ARTICLE 10-8 PROCEDURE	20
ARTICLE 10-9 ELECTION	21
ARTICLE 10-10 APPROBATION DES NOMINATIONS	21
ARTICLE 10-11 AFFILIATION CONTINUE	21
ARTICLE 10-12 SERMENT	21
ARTICLE 10-13 REMUNERATION	21
ARTICLE 10-14 MANDAT	21

ARTICLE 10-15 SUCCESSION _____	22
ARTICLE 10-16 SITUATION D'URGENCE _____	22
ARTICLE 10-17 POSTES VACANTS _____	22
ARTICLE 10-18 NON-CUMUL DES FONCTIONS _____	22
CHAPITRE XI : RESPONSABILITES DES MEMBRES DU COMITE DIRECTEUR _____	23
ARTICLE 11-1A FONCTION DU PRESIDENT _____	23
ARTICLE 11-1B FONCTIONS DU DEPUTY PRESIDENT _____	23
ARTICLE 11-2 FONCTIONS DE VICE-PRESIDENT EXECUTIF _____	23
ARTICLE 11-3 FONCTIONS DES VICE- PRESIDENTS _____	23
ARTICLE 11-4 FONCTIONS DU SECRETAIRE GENERAL _____	24
ARTICLE 11-5. FONCTIONS DU TRESORIER _____	24
ARTICLE 11-6. FONCTIONS DU CONSEILLER JURIDIQUE _____	24
ARTICLE 11-7. RESPONSABILITES DES CONSEILLERS ET DIRECTEURS _____	24
CHAPITRE XII : COMITE DIRECTEUR _____	25
ARTICLE 12-1 COMPOSITION ET FONCTIONS _____	25
ARTICLE 12-2 FONCTIONS PARTICULIERES _____	25
ARTICLE 12-3 REUNIONS _____	25
ARTICLE 12-4 QUORUM _____	25
ARTICLE 12-5 VOTE _____	25
CHAPITRE XIII : COMITE EXECUTIF _____	26
ARTICLE 13-1 COMPOSITION _____	26
ARTICLE 13-2 FONCTIONS PARTICULIERES _____	26
ARTICLE 13-3 REUNIONS _____	26
ARTICLE 13-4 QUORUM _____	26
ARTICLE 13-5. VOTE _____	27
CHAPITRE XIV : DOMAINE D'ACTIVITES _____	27
ARTICLE 14-1. DOMAINES DE POSSIBILITES _____	27
ARTICLE 14-2 RESPONSABLES DES PROGRAMMES _____	27
ARTICLE 14-3 COMMISSIONS _____	27
ARTICLE 14-4 FORMATION _____	28
ARTICLE 14-5. THEME PRINCIPAL DE LA JCI _____	28
ARTICLE 14-6 PROGRAMMES APPUYES PAR LA JCI _____	28
ARTICLE 14-7 RECOMPENSES _____	29
CHAPITRE XV : FINANCES _____	29

ARTICLE 15-1 ANNEE FISCALE	29
ARTICLE 15-2 COMPTABILITE	29
ARTICLE 15-3 BUDGET	29
CHAPITRE XVI : COTISATIONS	29
CHAPITRE XVII : SENATEURS	30
ARTICLE 17-1 DEFINITION	30
ARTICLE 17-2 CANDIDATURES	30
ARTICLE 17-3 REVOCATION	31
CHAPITRE XVIII : SIEGE SOCIAL	31
ARTICLE 18-1 LIEU	31
CHAPITRE XIX : REGLES DE PROCEDURES	31
ARTICLE 19-1 DESIGNATION	31
CHAPITRE XX : AMENDEMENTS	31
ARTICLES 20-1. ARTICLES	31
ARTICLE 20-2 DEROGATION	31
ARTICLE 20-3 DATE DE PRISE D'EFFET	31
CHAPITRE XXI : DISPOSITIONS FINALES	31

CHAPITRE I : DENOMINATION

ARTICLE 1. Dénomination

L'association est dénommée Jeune Chambre Internationale Mali et est désignée ci-après dans cette constitution par les initiales « JCI MALI ».

CHAPITRE II : L'EMBLEME

ARTICLE 2-1 Emblème

L'emblème de la Jeune Chambre Internationale Mali est l'emblème de la Jeune Chambre Internationale.

ARTICLE 2-2. Droit d'usage

L'usage du nom, des initiales et de l'emblème de l'Organisation Nationale Membre et de la Jeune Chambre Internationale est réservé aux Organisations Nationale Membre dûment affiliées et ne peuvent aucunement être utilisées par d'autres sans autorisation écrite du Président.

CHAPITRE III : AFFILIATION

ARTICLE 3-1. Mission

La Mission de JCI doit être: «Offrir des opportunités de développement aux jeunes en leur donnant la capacité de créer des changements positifs.»

ARTICLE 3-2. Vision

La Vision de JCI sera: «Etre le principal réseau mondial de jeunes citoyens actifs.»

ARTICLE 3-3. Déclaration des principes

- Les principes JCI, inspirés par le Credo JCI, sont fondés sur les croyances suivantes:
- la croyance en Dieu
- la fraternité humaine
- la liberté humaine et la dignité
- les lois
- la valeur de la personne humaine
- servir l'humanité

ARTICLE 3-4. Credo

Les principes JCI sont exprimés par ce Credo:

Nous croyons:

- Que la foi en Dieu donne à la vie son véritable sens,
- Que la fraternité humaine transcende la souveraineté des nations,
- Que la liberté des individus et de l'entreprise assure mieux la justice économique,
- Que le gouvernement doit s'appuyer sur la loi et non sur l'arbitraire,
- Que la personne humaine est la plus précieuse des richesses
- Et que servir l'humanité constitue l'œuvre la plus noble d'une vie.

ARTICLE 3-5. Politique

L'organisation s'abstient de toute activité partisane ou politique, et ne favorise pas, au sein ou en dehors de sa communauté, les intérêts nationaux d'un pays, membre ou non, aux dépens d'un autre.

ARTICLE 3-6. Religion

SECTION 1. ACTIVITÉS RELIGIEUSES:

L'organisation s'abstient de toute activité religieuse ou sectaire, ce qui ne doit pas être interprété comme l'interdiction à une quelconque organisation de s'engager dans des activités religieuses acceptables pour ses membres.

SECTION 2. CONCEPT DE «DIEU»:

Le concept de «Dieu» dans le contexte du Credo JCI ou de la Déclaration des principes JCI est à interpréter selon les croyances religieuses de chacun.

ARTICLE 3-7. DROITS HUMAINS

L'organisation, proclamant sa Déclaration des principes fondée sur les idéaux exprimés dans son Credo, reconnaît la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Déclaration universelle des droits de l'homme est recommandée aux Organisations Nationales comme exemple pour favoriser le respect universel et l'observation des droits humains, des libertés et de l'égalité.

ARTICLE 3-8. DROITS DE L'ENFANT

L'organisation, proclamant sa Déclaration des principes, reconnaît et soutient la Déclaration des droits de l'enfant des Nations Unies, et recommande aux Organisations Nationales et Organisations Locales de poursuivre des programmes permanents qui répondent à un ou plus des besoins essentiels des enfants énoncés dans la Déclaration:

LE DROIT à l'affection, l'amour et la compréhension

LE DROIT à une alimentation et à des soins médicaux adéquats

LE DROIT à une éducation gratuite

LE DROIT à profiter pleinement des jeux et des activités récréatives

LE DROIT à un nom et à une nationalité

LE DROIT à des soins spéciaux pour l'enfant handicapé

LE DROIT en toutes circonstances à être le premier à recevoir protection et secours en cas de catastrophe

LE DROIT à apprendre à devenir un membre utile de la société et à développer ses facultés individuelles

LE DROIT à être élevé dans un esprit de paix et de fraternité universelle

LE DROIT à jouir de ces droits sans distinction de race, de couleur, de sexe, de religion et d'origine Nationale ou sociale.

CHAPITRE IV: MEMBRES

ARTICLE 4-1 définition

Les Organisations Locales dont les objectifs et les activités sont en accord avec les buts de la JCI et de JCI MALI et qui sont officiellement affiliées à cette dernière sont reconnues comme Organisations Locales de JCI MALI.

Les Organisations Locales sont réparties en quatre Zones :

- Zone 1 : Régions de Kayes et Koulikoro ;
- Zone 2 : Régions de Sikasso et Ségou ;
- Zone 3 : Régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal ;
- Zone 4 : District de Bamako

ARTICLE 4-2 qualifications

Pour que leur candidature à l'affiliation à l'Organisation Nationale puisse être prise en compte, les Organisations Locales situées au Mali doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. Se conformer aux conditions requises telles que stipulées dans la Constitution de l'Organisation Locale ;
2. Avoir des objectifs et règlements compatibles aux buts de l'ONM et la JCI ;
3. Se conformer à la limite d'âge selon les termes de l'article 4-6.de la présente Constitution ;
4. Avoir un effectif supérieur ou égal à vingt-cinq (25) membres pour être affiliées de plein droit.

ARTICLE 4-3 OLM potentielle

Le candidat aura le statut d'Organisation Locale potentielle à compter de la date d'accusé de réception de sa candidature par le Comité Directeur.

Il devra pendant cette période :

- Présenter une copie de sa Constitution ;
- Indiquer les noms et adresses des responsables de l'Organisation Locale;
- Présenter une liste des activités proposées pour l'année suivante ;
- Communiquer une liste de quinze (15) membres, avec leurs noms, adresses et dates de naissance ;
- Fournir une lettre de parrainage d'une Organisation Locale affiliée depuis douze (12) mois au moins.
- Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote.

Suite à l'exécution des points inscrits ci-dessus, le statut d'Organisation Locale provisoire est accordé à l'Organisation Locale potentielle après au moins six (06) mois d'activité, et au terme d'un vote à la majorité des deux tiers (2/3) du Comité Directeur qui proposera le passage d'Organisation Locale Potentielle à d'Organisation Locale Provisoire à l'Assemblée Générale du Conseil National ou de la Convention Nationale.

ARTICLE 4-4 Organisation Locale provisoire

L'Organisation Locale provisoire doit remplir les conditions suivantes :

- Le paiement des cotisations à l'Organisation Nationale pour l'année fiscale en cours ;
- Faire les formations :
 - A. Connaissance du mouvement ;
 - B. Procédure parlementaire ;
 - C. Gestion d'une Organisation Locale ;
 - D. Planification et gestion de projet ;
 - E. JCI Achieve
 - F. JCI Impact
- Communiquer une liste de vingt-cinq (25) membres, avec leurs noms, adresses et dates de naissance ;
- Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote.

Suite à l'exécution des points indiqués ci-dessus le Comité Directeur par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) fera une proposition à la prochaine Assemblée Générale du Conseil National ou de la Convention Nationale.

L'affiliation provisoire ne peut excéder une durée de six (6) mois sous peine pour l'Organisation Locale de perdre le présent statut.

ARTICLE 4-5 Organisation Locale de plein droit

Le statut d'Organisation Locale de plein droit est acquis à l'Organisation Locale provisoire après un vote des deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée Générale du conseil national ou de la Convention Nationale suite à une proposition du comité directeur.

Le droit de vote est acquis à l'Organisation Locale de plein droit immédiatement après le vote.

L'intronisation a lieu dans sa localité à une date fixée durant l'Assemblée Générale de l'Organisation Locale.

ARTICLE 4-6 limite d'âge

L'Organisation Nationale doit fixer les limites d'âge de ses membres individuels à dix-huit (18) ans minimum et quarante (40) ans maximum. Les membres peuvent conserver leur affiliation jusqu'à la fin de l'année civile pendant laquelle ils atteignent quarante (40) ans. S'il se trouve dans ce cas, le Président Sortant peut terminer son mandat, qui ne doit pas dépasser la durée d'un (1) an.

ARTICLE 4-7 DESAFFILIATION

Toute Organisation Locale peut mettre un terme à son adhésion à JCI MALI et peut cesser d'être affiliée dès qu'elle fait part de son désir au Président de la JCI Mali, en accompagnant sa notification du règlement de toutes les sommes dues à la JCIM.

ARTICLE 4-8 PERTE DES DROITS

Les deux tiers (2/3) des membres du Comité Directeur peuvent, sous réserve d'une ratification par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) des voix de l'Assemblée Générale, peuvent suspendre provisoirement ou définitivement l'affiliation d'une Organisation Locale s'ils jugent qu'elle ne remplit plus les conditions requises pour l'affiliation à l'ONM telles que stipulées dans l'article 4-2 et suivants.

CHAPITRE VI : ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 5-1 instance suprême

L'Assemblée Générale constitue l'autorité suprême de JCI MALI. Elle gère les affaires de l'Organisation Nationale et jouit de tous les droits et privilèges qui ne sont pas spécifiquement attribués au Comité Directeur, au Président, ni à tout autre responsable de JCI MALI.

ARTICLE 5-2 prérogatives exclusives

L'Assemblée Générale jouit d'un droit de vote exclusif dans les circonstances suivantes :

- Election de tous les responsables élus.
- Approbation des nominations des membres non élus du Comité Directeur.
- Affiliation et perte des droits des Organisations Locales conjointement avec le Comité Directeur.
- Approbation du / des programme (s) d'activité de l'Organisation Nationale pour l'année suivante.
- Approbation du Budget pour l'année suivante.
- Choix du lieu de la Convention de l'Organisation Nationale.
- Approbation du plan à court et long terme et des rapports.
- Approbation de la nomination des commissaires aux comptes bénévoles.

ARTICLE 5-3 responsabilités spécifiques

L'Assemblée Générale reçoit les rapports et les recommandations qui sont présentés par le Comité Directeur ou tout autre membre de ce corps et agit en conséquence.

ARTICLE 5-4 composition

L'Assemblée Générale se compose :

1. des membres du Comité Directeur National
2. des Présidents de toutes les Organisations Locales de plein droit.

Si le Président d'une l'Organisation Locale n'est pas en mesure d'assister à une réunion de l'Assemblée Générale, il doit en avertir le Secrétaire Général par écrit, et lui transmettre le nom de son représentant officiel, lequel doit être membre de ladite Organisation Locale.

ARTICLE 5-5 modalités de vote et droit de parole

Pour tout vote en Assemblée Générale, toutes les Organisations Locales qui ont réglé leurs cotisations pour l'année en cours, comme prescrit dans la constitution, ont un nombre de voix basé sur les principes suivants :

1. Une (1) Voix lorsque l'effectif de l'Organisation Locale est de Vingt-cinq (25) membres
2. Une voix supplémentaire pour chaque dizaine de membres supplémentaires ou fraction.

Lorsqu'il y a égalité de voix, le candidat ayant le plus d'années au sein du mouvement est prioritaire. En cas de seconde égalité, le candidat qui a occupé le maximum de postes élus au sein du mouvement et de formations reçues et validées par l'Institut de formation est prioritaire. Les membres du Comité Directeur ont le droit de parole et celui d'introduire et de soutenir des motions lors d'une réunion de l'Assemblée Générale mais ne jouissent pas du droit de vote.

Les Past Président Nationaux ; les Officiers et Past Officiers Internationaux ont le droit de parole.

ARTICLE 5-6 droit de vote

Conformément à l'article 5-5, le droit de vote incombe aux seules Organisations Locales de plein droit. Il est établi en fonction du nombre des membres déclarés et pour lesquels l'Organisation Locales a versé des cotisations au moment du vote.

ARTICLE 5-7 procuration

Les procurations ne sont pas reconnues.

ARTICLE 5-8 quorum

Le quorum de l'Assemblée Générale est constitué par cinquante pour cent plus un (50 % + 1) du nombre total des voix des Organisations Locales (ou leurs représentations dûment autorisées) calculés selon l'article 6-5.

ARTICLE 5-9 réunions

Trois (3) Assemblées Générales ordinaires obligatoires sont prévues annuellement :

Au cours de la Rentrée Solennelle de la Nationale ;

Au cours du Conseil National ;

A la Convention Nationale.

Des réunions spéciales peuvent être convoquées par écrit soit :

Par le Président National ;
Par les deux tiers (2/3) des membres du Comité Directeur National,
Ou par la majorité absolue de l'Assemblée Générale.

CHAPITRE VI : RENTREE SOLENNELLE

Au cours de la rentrée solennelle se tient l'une des Assemblées Générales Ordinaires Obligatoires de l'Organisation Locale.

ARTICLE 6.1 buts

Le but de la rentrée solennelle de l'Organisation Nationale est :

- De recevoir les communications du CDN par rapport aux recommandations du Conseil d'Administration de JCI au sujet du Programme d'activité et des projets ;
- De recevoir les thèmes principaux de JCI et de JCI Mali ;
- D'approuver les nominations des membres non élus du Comité Directeur ;
- D'approuver les nominations des Commissaires aux comptes bénévoles pour l'année en cours le cas échéant;
- D'approuver le (s) programme (s) et le budget de l'Organisation Nationale pour l'année en cours le cas échéant ;
- D'approuver les dates des différentes manifestations nationales ;
- De traiter toute autre question concernant le mandat en cours non prise en compte lors de la Convention Nationale

ARTICLE 6-.2 réunion

Elle se tient une fois en début d'année sur convocation du Comité Directeur National,

L'organisation de la Rentrée Solennelle doit se conformer au cahier des charges prévu à cet effet et une convention sera signée entre l'Organisation Nationale et l'Organisation Locale qui sera désignée.

ARTICLE 6-.3 report

La Rentrée Solennelle ne peut être reportée que si des événements imprévisibles surviennent dans la zone géographique de l'Organisation Locale.

Les raisons du report doivent être soumises à la considération du CDN.

La Rentrée doit être reportée à une date proche de la date initiale.

ARTICLE 6-.4 supervision des travaux

Il appartient au Comité Directeur National ou toute autre personne nommée par le Comité Directeur sur proposition du Président National de superviser l'organisation des travaux et le programme général de la Rentrée Solennelle.

CHAPITRE VIII : CONSEIL NATIONAL

Au cours du Conseil National se tient l'une des trois Assemblées Générales ordinaires obligatoires de l'Organisation Nationale.

ARTICLE 7.1 composition et fonctions

Le Conseil National se compose :

Du Forum National, qui sera l'occasion pour chacun des membres individuels de discuter de tous les aspects liés à la vie de la Jeune Chambre Internationale du Mali,
De l'Assemblée Générale de l'Organisation Nationale qui doit :

Entériner les résolutions du Forum National,

faire une relecture des textes (Constitution et Règlement Intérieur) procéder à l'évaluation à mi-parcours des activités des Organisation Locale, du Comité Directeur National et des responsables des Institutions de la JCIM ;

Valider les candidatures à l'International.

-Autres activités.

ARTICLE 7.2 Réunion

Le Conseil National se tient au moins une fois dans l'année sur convocation du Comité Directeur National.

Il doit se tenir avant la Conférence de Zone de l'année en cours.

ARTICLE 7.3 report

Le Conseil National ne peut être reporté que si des événements imprévisibles surviennent dans la zone géographique de l'Organisation Locale.,

Les raisons du report doivent être soumises à la considération du CDN,

Le Conseil National doit être reporté à une date proche de la date initiale

ARTICLE 7.4 supervision des travaux

Il appartient au Comité Directeur National ou toute autre personne nommée par le Comité Directeur sur proposition du Président de superviser l'organisation des travaux et le programme général du Conseil National.

CHAPITRE VIII: CONVENTION DE L'ONM

ARTICLE 8-1 buts

- a. Le but d'une Convention d'Organisation Nationale est : D'approuver le PV de la Convention Nationale précédente,
- b. Approuver le rapport annuel du Comité Directeur,
- c. Approuver les comptes de l'année,
- d. D'élire les responsables pour l'année suivante,
- e. D'approuver la nomination des membres non élus du Comité Directeur,
- f. D'élire le Commissaire aux comptes de l'année suivante,
- g. D'approuver le (s) programmes (s) de l'ONM pour l'année suivante,
- h. D'approuver le budget pour l'année suivante,
- i. De traiter n'importe quelle autre affaire appropriée à une Convention d'ONM, y compris la formation des responsables de l'ONM et l'OLM, et des membres en Général.

ARTICLE 8-2 programme

Le programme de la Convention comprend les réunions de l'Assemblée Générale et des Comités Directeurs entrant et sortant, ainsi que les Comités Exécutifs entrant et sortant le cas échéant.

ARTICLE 8-3 date et lieu

La Convention Nationale a lieu chaque année et au plus tard quinze (15) jours avant le Congrès Mondial de JCI.

L'Organisation de la Convention Nationale devra être conforme au cahier des charges prévu à cet effet, et un accord-cadre sera signé entre l'Organisation Nationale et Organisation Locale qui sera désignée.

ARTICLE 8-4 annulation

La Convention ne peut être annulée que si des événements inattendus surviennent dans la zone géographique de l'Organisation Nationale. La Convention doit être reportée à une date proche de la date initiale. Les raisons d'annulation et de report de la Convention doivent être soumises à la considération du Vice- Président JCI assigné à l'Organisation Nationale.

ARTICLE 8-5 supervision des travaux

Il appartient au Comité Directeur ou à toute autre personne nommée par le Comité Directeur sur proposition du Président de superviser l'Organisation des travaux et le programme général de la Convention.

CHAPITRE IX : LES INSTITUTIONS DE L'ORGANISATION NATIONALE

Il est créé au sein de l'Organisation Nationale du Mali les institutions suivantes :

- Le Sénat ;
- Le Comité de planification Stratégique (CPS) ;
- L'Institut de Formation ;
- Le réseau des affaires (NBN).

Les institutions ci-dessus énumérées seront régies par des dispositions rappelées dans les textes de création.

CHAPITRE X : RESPONSABLES

ARTICLE 10-1 responsables élus

Les responsables élus de **JCI MALI** sont :

- Un Président
- Un Deputy Président
- Deux Vice-présidents Exécutifs
- Un Vice-président par Zone.
- Le commissaire aux comptes

ARTICLE 10-2 responsables nommés

Les responsables nommés de **JCI MALI** sont :

- Le Secrétaire général ou Secrétaire permanent
- Le Conseiller Juridique Général
- Le Trésorier

D'autres postes nommés peuvent être créés sur proposition du Président National et approuvés par n'importe quelle l'Assemblée Générale.

ARTICLE 10-3 président sortant

En plus des responsables élus et nommés, le Président Sortant est un responsable de l'Organisation Nationale au même titre que les responsables élus. Il porte le titre de Président Sortant.

ARTICLE 10-4 fonctions

Les responsables de **JCI MALI** exercent les fonctions qui leur sont attribuées par le Président ou qui sont stipulées dans cette Constitution.

ARTICLE 10-5 candidatures

Délai : Toute candidature à des postes de responsable élus doit se faire par écrit et les Organisations Locales doivent adresser ces candidatures au Secrétaire Général, qui doit les recevoir au plus tard Trente (30) jours avant la réunion de la convention.

Le Secrétaire Général enverra à toutes les Organisations Locales, dans les dix (10) jours suivants la date de clôture de réception des candidatures, une liste de candidats, accompagnée de leur Curriculum Vitae.

Extension de délai : dans l'éventualité où le nombre des candidats est inférieur au nombre requis à la clôture officielle des candidatures, le Président peut prolonger le délai de réception à un poste donné jusqu'à 09 heures au jour du commencement de la Convention Annuelle.

Le nombre minimum de candidat à chaque poste est le suivant :

- Un candidat pour la Présidence
- Un candidat pour le Deputy Président
- Deux candidats pour la Vice-Présidence Exécutive
- Un candidat pour chaque Vice-Présidence
- Le nombre de candidature au poste de président ne peut excéder celle du Deputy Président sauf dispositions prévues à l'article 10 – 17

Dossier de candidature :

Les dossiers de candidatures pour un poste élu au Comité Directeur National doivent contenir :

- Une demande écrite adressée au Président National de la JCI Mali faisant état du désir du candidat à servir la JCI ;
- Une copie certifiée d'une pièce d'identité valide ;
- Un CV faisant état du parcours du candidat au sein de la JCI Mali ;
- Le PV et la liste de présence de l'Assemblée Générale qui a approuvé la candidature au niveau locale.

Les dossiers de candidature doivent être remis au Secrétaire Général National dans les délais.

ARTICLE 10-6 qualifications

Age : Aucun candidat atteignant sa quarantième année (40è) avant le commencement de son mandat ne peut être élu ou nommé.

Membre : Tout candidat à une élection ou tout responsable nommé doit être membre individuel d'une Organisation Locale qui doit être, au moment de l'élection ou de la nomination à jour dans le paiement de sa cotisation à JCI MALI.

Participation à la convention : A moins d'en être excusés par le Président pour des raisons valables, les candidats aux élections doivent être enregistrés et doivent participer à la Convention à laquelle ils présentent leur candidature.

Qualification spécifique des membres du Comité Directeur National :

Le Président :

Le Président doit avoir occupé le poste de Deputy Président **sous réserve des dispositions de l'article 10-17**

Le Deputy Président:

Le candidat Deputy Président doit remplir les conditions suivantes :

- Avoir au moins Quatre ans d'ancienneté à la Jeune Chambre à compter de sa date d'intronisation,
- Avoir occupé les postes de VPN et / ou de VPE
- Etre au moins Diplômé(e) Formateur JCI,
- Avoir participé à au moins trois Conventions Nationales, deux Conseils Nationaux, une Conférence de Zone ou un Congrès Mondial.

Il a essentiellement une fonction de planification et de conception. Il doit proposer une vision pour le mouvement et une stratégie de croissance

Le Vice Président Exécutif :

Le candidat Vice-Président Exécutif doit remplir les conditions suivantes :

- Avoir occupé le Poste de Vice-Président National ou deux mandats au Comité Directeur National après un mandat de Président Local,
- Avoir participé au moins à une manifestation Internationale telle que Conférence de Zone ou Congrès Mondial.
- Avoir au moins quatre années d'ancienneté Jeune Chambre à compter de sa date d'intronisation.

Les Vice Présidents Nationaux :

Les Vice-Présidents Nationaux doivent :

- Avoir été membre de droit de JCI MALI depuis au moins deux ans, avoir participé au moins à dix (10) manifestations locales en dehors de leur Organisation Locale de rattachement, avoir été Président d'Organisation Locale.

Le Commissaires aux Comptes :

Le Candidat Commissaire aux doit remplir les conditions suivantes :

- Avoir été membre de droit de JCI MALI depuis au moins deux ans, avoir participé au moins à dix (10) manifestations locales en dehors de leur Organisation Locale de rattachement, avoir été membre du CDL ou CDN.

Pour tous les autres postes nommés, une ancienneté de deux (2) années effectives est requise.

ARTICLE 10-7 comité de candidature

Composition :

Le Président nommera un Comité de candidature afin d'examiner l'éligibilité et les qualifications des candidats aux postes vacants. Ce comité constitué des quatre derniers anciens Présidents Nationaux sera Présidé par le Président sortant et fera part de ses conclusions à l'AG.

En cas d'indisponibilité de l'un des quatre, le Président le remplacera par un autre ancien Président.

Le Conseiller Juridique est membre de ce comité de candidature. Lorsqu'il est lui-même candidat il sera remplacé par le CJN le plus récent disponible.

Le Conseiller Juridique n'a pas le droit de vote.

Fonctions :

Les fonctions du Comité de candidature sont les suivantes :

- Examiner et vérifier les documents de candidatures soumis par les candidats;
- Examiner et approuver les documents de propagande à distribuer par les candidats;
- Examiner et évaluer les aptitudes des candidats pour voir s'ils sont capables d'assumer les responsabilités du poste auquel ils sont candidats ;
- Certifier à l'Assemblée Générale que les candidats remplissent les conditions stipulées à l'article 10-6.

ARTICLE 10-8 Procédure

Chaque candidat doit se présenter en personne devant le Comité des candidatures au cours de la Convention Nationale.

En outre les candidats devront se soumettre à la procédure du caucus conformément à la pratique ayant cours à la JCI

ARTICLE 10-9 Election

Les responsables désignés dans l'article 10-1 doivent recueillir la majorité des suffrages exprimés à la réunion de l'Assemblée Générale pendant la Convention de JCI MALI.

Article 10-10 Approbation des nominations

La nomination de chacun des responsables qui sera membre du Comité Directeur comme stipulé à l'article 10-2 doit recevoir la caution écrite du Président de l'Organisation Locale d'origine et approuvée à la majorité des voix par l'Assemblée Générale au cours de la Convention de l'Organisation Nationale ou une quelconque réunion telle que spécifiée à l'article 5-9 ou par vote par correspondance au plus tard vingt (20) jours après le début de l'année de JCI MALI.

En cas d'approbation de nomination par vote par correspondance, le Secrétaire Général prendra la responsabilité des opérations de vote au nom du Président.

Article 10-11 Affiliation continue

Chaque responsable doit rester membre individuel de son Organisation Locale tout au long de son mandat et l'Organisation Locale doit rester affiliée à JCI MALI pour la même période, sinon le responsable perdra automatiquement son poste (à moins qu'il ne devienne membre d'une autre Organisation Locale).

Article 10-12 Serment

Tous les responsables élus et nommés doivent prêter le serment suivant ou Déclaration Solennelle de prise de fonctions, qui sera organisée par le Président à la Convention Annuelle ou, si nécessaire, aussitôt que possible après celle-ci :

« Je m'engage solennellement à remplir fidèlement mes fonctions de (titre) de la Jeune Chambre Internationale du Mali à faire de mon mieux pour être un exemple vivant de la philosophie et des croyances de cette organisation, et à respecter et faire appliquer en tout temps la Constitution et les règlements de la Jeune Chambre Internationale Mali et de la Jeune Chambre Internationale »

Article 10-13 Rémunération

Tous les responsables remplissent leurs fonctions à titre bénévole à l'exception du Secrétaire Permanent.

ARTICLE 10-14 Mandat

Les responsables élus ou nommés assument leurs fonctions pendant une durée d'un (1) an commençant le premier Janvier suivant leur nomination. Le mandat des personnes nommées après le premier Janvier continue jusqu'à la fin de l'année d'exercice.

Le Comité Directeur sortant doit, au plus tard le 15 Janvier, procéder à la passation de services. Cette procédure de passation fait l'objet d'un Procès-Verbal consigné dans les archives. Il comporte la passation poste par poste et centralisée dans un document unique dit « Document de passation de service du Comité Directeur ».

Article 10-15 succession

Aucun responsable ne peut occuper deux fois le même poste. Cependant un responsable peut, à la discrétion du Président, être élu ou nommé pour un mandat complet à un poste qu'il a déjà occupé :

- s'il a été désigné en cours d'année et n'a pas exercé son mandat pendant une année entière avant le 31 Décembre ;
- si pour une raison valable acceptée par le Président, ce responsable a dû démissionner avant le terme de son mandat.

Article 10-16 situation d'urgence

En cas d'annulation de la Convention annuelle, les responsables peuvent conserver leur poste au-delà du terme fixé par les articles 8-6 et 8-14, jusqu'à ce qu'une élection puisse avoir lieu.

Article 10-17 postes vacants

Tout poste vacant à l'exception de celui du Président et de Deputy Président, peut être comblé par nomination faite par le Président soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Si le Président est dans l'incapacité de remplir ses fonctions pour cause de décès, incapacité, démission ou autre raison, le Vice-président Exécutif assumera la Présidence pour la période restante du mandat du Président suivant approbation de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance de poste, suite à une absence dont la durée peut porter préjudice à l'atteinte des objectifs du mandat :

- L'Assemblée générale procède à des élections si l'absence survient avant le 31 mars
- Le VPE assure l'intérim si l'absence survient après le 31 mars.

En cas d'incapacité du Deputy Président de conduire son mandat pour cause de décès, d'incapacité, de démission ou autre raison, d'autres candidats, remplissant les critères pour ce poste, peuvent le remplacer à l'issue d'un vote à la majorité simple à l'Assemblée Générale du Conseil National ou une Assemblée Générale Extraordinaire si l'incapacité est constatée avant le Conseil National;

Cependant, si l'incapacité est déclarée à une date trop proche de la Convention, c'est-à-dire dans les 90 jours avant celle-ci, des candidats peuvent se présenter directement au poste Président en même temps que celui de Deputy Président.

Article 10-18 non-cumul des fonctions

Aucun responsable élu ou nommé de la JCI Mali ne peut assumer de responsabilités cumulées au niveau de l'OLM, à l'exception d'un Président sortant d'Organisation Locale qui ne sera pas considéré comme responsable d'Organisation Locale dans le cadre de cet article. Un membre élu peut à la demande expresse du Président cumuler sa fonction avec une fonction de responsable nommé. Cette nomination devra faire l'objet d'une approbation par l'Assemblée Générale.

CHAPITRE XI : RESPONSABILITES DES MEMBRES DU COMITE DIRECTEUR

Article 11-1A fonction du président

Le Président :

1. Est le représentant Officiel de **JCI MALI**
2. Est le responsable exécutif principal de l'Organisation Nationale
3. Préside toutes les réunions de l'Assemblée Générale et du Comité Directeur
4. Supervise le fonctionnement de **JCI MALI** en Général et voyage en son nom
5. Rend compte de ses activités à l'Assemblée Générale et au Comité Directeur.

ARTICLE 11-1B fonctions du deputy president

Le Deputy Président :

Il est observateur. Il a une fonction de planification et de conception. Il doit proposer une vision pour le mouvement et une stratégie de croissance.

ARTICLE 11-2 fonctions de vice-président exécutif

Le Vice-président Exécutif :

1. est responsable de la croissance de l'effectif et du développement des Organisations Locales.
2. Prépare le programme du thème principal de l'Organisation Nationale de l'année suivante.

ARTICLE 11-3 fonctions des vice- présidents

Le Vice-président :

S'acquitte des tâches qui leur sont confiées par le Président, en particulier supervise, coordonne et favorise la croissance et le développement des activités relatives aux domaines de possibilités de la JCI dans les Organisations Locales qui lui sont confiées.

Etudie les informations qui lui parviennent sur les domaines de Possibilités de la JCI et informe les Organisations Locales, leurs Présidents et leurs Comités Directeurs des aspects les concernant particulièrement ou présentant un certain intérêt pour eux.

Communique, travaille et visite les Organisations Locales qui lui ont été attribuées par le Président dans les buts suivants :

- a. Promouvoir les buts de la JCI
- b. Guider et assister les responsables d'Organisations Locales dans le développement de leur Organisation Locale
- c. Enseigner les techniques de gestion d'une Organisation Locale
- d. Promouvoir et aider à mener à bien les programmes d'extension projetés

- e. Assurer une bonne communication entre les Organisations Locales qui lui sont attribuées et JCI MALI
- f. Promouvoir dans les Organisations Locales dont il est responsable les programmes adoptés par l'Organisation Nationale.

ARTICLE 11-5 fonctions du Commissaire aux comptes

Le Commissaire aux comptes est l'auditeur interne de l'Organisation. A ce titre il :

- Approuve et certifie les comptes de l'exercice à la convention annuelle.
- Procède à des audits trimestriels des comptes de l'Organisation et présente un rapport d'audit au Comité Directeur.
- Procède à l'audit des comptes des différents projets après dépôt du rapport d'exécution de ceux-ci.
- Peut aussi procéder à un audit des différents projets en cours d'exécution si la majorité simple des membres du Comité Directeur National le juge nécessaire.
- produit des rapports sur les comptes à l'ON,
- vérifie les registres de dépenses qui font état des chèques et des paiements effectués,
- vérifie les livres des recettes,
- vérifie le paiement des cotisations, dons, legs et sponsors.
- Il fait des recommandations pour l'année suivante.

ARTICLE 11- 6 fonctions du secrétaire général

Le Secrétaire Général :

Est le responsable administratif de l'Organisation Nationale, sous la responsabilité directe du Président,

Est chargé du fonctionnement du secrétariat et de la mise en application des règlements selon les directives du Président,

Avertit les membres de toutes réunions de l'Assemblée Générale et du Comité Directeur,

Est chargé de conserver et de classer les procès-verbaux de ces réunions, que les membres pourront consulter à des heures normales,

Est chargé de la préparation d'un rapport annuel des activités et programmes de l'Organisation Nationale.

ARTICLE 11- 7. Fonctions du trésorier

Le Trésorier :

Prépare le relevé des cotisations à payer,

Est responsable du recouvrement des cotisations des Organisations Locales et de la tenue des livres comptables de l'Organisation Nationale,

Est responsable des paiements à effectuer suivant les directives du Comité Directeur,

Est responsable de la préparation d'un rapport annuel sur les affaires financières de l'Organisation et des états de comptes trimestriels,
Prépare et soumet une proposition de budget de l'Organisation Nationale,
Tous les chèques et autres ordres relatifs aux comptes en banque de JCI MALI sont signés par le Président ou le Vice-président Exécutif et sont contresignés par le Trésorier.

ARTICLE 11- 8. Fonctions du conseiller juridique

Le Conseiller Juridique :

Remplit les fonctions de jurisconsulte du Comité Directeur et de l'Assemblée Générale,

Tranche en matière de procédure parlementaire, à la demande du Président de la séance,

S'assure que les Constitutions de la JCI et de JCI MALI sont respectées en permanence,

Propose des amendements à la Constitution de JCI MALI si nécessaire,

Etudie et approuve les constitutions d'Organisation Locale,

Conseille le Comité de candidatures et s'assure du respect de la constitution,

Il est garant de l'authenticité des textes de JCI Mali et assure la passation, au mandat suivant, de la bonne version des textes en format numérique et en format papier paraphé, signé et contre signé par l'IPP, le Président, le Président rentrant et lui-même ; avec tous les Procès-verbaux des AG ayant adopté ou rejeté d'éventuels amendements.

ARTICLE 11- 9. Responsabilités des conseillers et directeurs

Les Conseillers du Président :

Mettent en application, font la Promotion et assurent la coordination ainsi que le contrôle des programmes ou des projets dans le cadre des responsabilités qui leur ont été assignées,

Etudient toutes les informations reçues concernant leurs responsabilités et font les recommandations appropriées au Comité Directeur.

CHAPITRE XII : COMITE DIRECTEUR

ARTICLE 12-1 composition et fonctions

Le Comité Directeur est composé du Comité Exécutif, des vice-présidents et des Directeurs. Il détient le pouvoir exécutif de l'Organisation Nationale durant son mandat. Il est chargé de gérer la propriété de JCI MALI et d'administrer ses fonds. Il assume toutes les fonctions de JCI MALI à l'exception de celles exercées par l'Assemblée Générale ou déléguées au Comité Exécutif, s'il existe.

ARTICLE 12-2 fonctions particulières

Les fonctions particulières du Comité Directeur sont :

1. Former et informer tous les responsables de leurs obligations et responsabilités,
2. Coordonner les activités de tous les responsables en fonction,
3. Recevoir les rapports de tous responsables en fonction,
4. Faire des recommandations à l'Assemblée Générale,
5. S'occuper de toutes les fonctions qui lui sont confiées par l'Assemblée Générale,
6. Planifier et coordonner les activités de l'Organisation Nationale,
7. Approuver l'affiliation des Organisations Locales.

ARTICLE 12-3 réunions

Le Comité Directeur se réunit au moins quatre (4) fois par an avant la réunion de l'Assemblée Générale à la Convention de l'Organisation Nationale. Il se réunit également en d'autres occasions selon le vœu de la majorité des membres du Comité Directeur. En cas d'urgence, le Président peut convoquer le Comité Directeur à sa seule discrétion.

Une réunion conjointe du Comité Directeur nouvellement élu et du Comité Directeur sortant se tient à la Convention de l'Organisation Nationale après la levée de la séance de l'Assemblée Générale.

La passation de témoin entre le Comité Directeur nouvellement élu et le Comité Directeur sortant se fait par poste au plus tard le 31/01 et en présence du conseiller juridique.

ARTICLE 12-4 quorum

Cinquante pour-cent plus un (50 % plus 1) de membres au cours de n'importe quelle réunion constitue le quorum.

ARTICLE 12-5 vote

Chaque membre du Comité Directeur présent a une voix à toutes les réunions,

Le vote se fait à main levée, à moins que le Président n'en décide autrement à sa seule discrétion, ou par une majorité des 2/3 des membres présents à la réunion.

Les votes par procuration ne sont pas autorisés.

CHAPITRE XIII : COMITE EXECUTIF

ARTICLE 13-1 Composition

Le Comité Exécutif est composé du Président, du Président Sortant du deputy Président, des Vice-présidents Exécutifs, du Secrétaire Général, du Trésorier, du Conseiller Juridique.

ARTICLE 13-2 fonctions particulières

Le Comité Exécutif :

Administre les affaires de l'Organisation Nationale dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés par la Constitution et l'Assemblée Générale,
Exécute les décisions de l'Assemblée Générale,
Fait des recommandations au Comité Directeur,
En qualité de Comité des Finances, examine et révisé le budget annuel si nécessaire pour le soumettre à l'Assemblée Générale,
Reçoit les rapports de ses membres,
Propose, reçoit ou examine les amendements à la Constitution, les approuve, les rejette ou demande que l'on y apporte des changements,
Par un vote à la majorité des 2/3 de ses membres, a l'autorité de démettre les responsables qui ne remplissent pas les devoirs de leurs fonctions,
Etablit sur recommandation du Président les fonctions et la composition d'un Comité de Planification à long terme, et en désigne les membres.

ARTICLE 13-3 réunions

Section 1 :

Le Comité Exécutif se réunit au moins quatre (4) fois par an au Secrétariat de l'Organisation Nationale ou tout lieu et temps opportuns sur décision du Président ou de la majorité de ses membres.

Section 2 :

Le Comité Exécutif se réunira avant la réunion du Comité Directeur et de l'Assemblée Générale à la Convention de l'Organisation Nationale.

Une réunion conjointe du Comité Exécutif nouvellement élu et du Comité Exécutif sortant se tiendra à la Convention de l'Organisation Nationale après la levée de la réunion conjointe des Comités Directeurs entrant et sortant.

ARTICLE 13-4 quorum

Cinquante pour-cent plus un (50 % plus 1) de membres au cours de n'importe quelle réunion constitue le quorum.

ARTICLE 13-5. Vote

Chaque membre du Comité Exécutif présent a une voix à toutes les réunions,
Le vote se fait à main levée, à moins que le Président n'en décide autrement à sa seule discrétion, ou par une majorité des 2/3 des membres présents à la réunion.
Les votes par procuration ne sont pas autorisés.

CHAPITRE XIV : DOMAINE D'ACTIVITES

ARTICLE 14-1. Domaines de possibilités

Afin de faciliter la réalisation des objectifs de **JCI MALI**, ses programmes d'activité doivent avoir trait à l'un des quatre (4) domaines de possibilités dont les champs d'actions sont les suivants :

Possibilités au niveau individuel : Offrir au membre individuel la possibilité de développer ses capacités grâce à des programmes de formation.

Possibilités au niveau communautaire : Développer la sensibilité du membre individuel envers les problèmes de la société, et sa connaissance de la dynamique communautaire en résolvant ces problèmes grâce à une véritable expérience.

Possibilité au niveau international : Offrir au membre individuel l'occasion de contribuer au développement de la bonne volonté, de la compréhension et de la coopération entre tous les peuples.

Possibilités au niveau des affaires : Offrir au membre individuel la possibilité de contribuer au développement et à l'amélioration de l'infrastructure économique, à la prospérité et au bien-être de toutes les nations.

ARTICLE 14-2 responsables des programmes

JCI MALI doit inciter les Organisations Locales à nommer un responsable pour chaque domaine de possibilités pour faciliter la communication avec le Conseiller ou le (s) responsable (s) de l'Organisation Nationale chargé (s) des programmes d'activités, et de diffuser les informations reçues au niveau des Organisations Locales.

ARTICLE 14-3 commissions

L'Organisation Nationale recommande aux Organisations Locales affiliées, afin d'organiser des programmes d'activité équilibrés avec ordre et méthode, d'avoir recours au système de commissions ci-dessous établi dans le cadre des domaines de possibilités :

1. Opportunités au niveau individuel

Commission du développement personnel

Commission des formateurs

Commission de formation des responsables

Commission de la croissance et d'extension des effectifs

Commission des réunions

2. Opportunités au niveau communautaire

Commission du Thème principal de la JCI

Commission de participation / développement communautaire

Commission des affaires économiques
Commission de l'enfance et de la jeunesse
Commission des affaires gouvernementales et civiques

1. Opportunités au niveau international

Commission des affaires et des relations internationales
Commission du jumelage des organisations locales
Commission des réunions JCI
Commission des récompenses.

2. Opportunités au niveau des affaires

Commission des finances
Commission des archives
Commission du marketing et des relations publiques.
Commission de planification stratégique
Commission du commerce
Commission du réseau d'affaires.

ARTICLE 14-4 formation

JCI MALI nommera un responsable dans le but de promouvoir, coordonner et diriger les activités relatives à la formation des membres au niveau de l'ONM et des OLMs, et pour correspondre avec les responsables appropriés au niveau de la JCI

Section 1 : formation

Gérer la carrière des formateurs dans le but de disposer régulièrement de nouveaux formateurs certifiés habilités à conduire les cours officiels et recommandés de JCI.

Section 2 : les organes de décision et les modalités de fonctionnement de l'institut de formation sont déterminés par un règlement intérieur validé par le Comité Directeur National et adoptés par l'Assemblée Générale Nationale.

Section 3 : Le Directeur de l'Institut National de Formation définis par le règlement intérieur de l'institut est élu en Assemblée Générale sur proposition du Président National pour un mandat d'un an renouvelable une fois.

La nomination des autres postes définis par le règlement intérieur de l'institut est validée par le Comité Directeur National sur proposition du Directeur de l'institut.

ARTICLE 14-5. Thème principal de la JCI

JCI MALI nommera un responsable dans le but de promouvoir, coordonner et diriger les activités relatives au Thème principal de la JCI au niveau de l'Organisation Nationale et des Organisations Locales, et pour correspondre avec les responsables appropriés au niveau de la JCI.

ARTICLE 14-6 programmes appuyés par la JCI

Selon les possibilités, JCI MALI incitera également les Organisations Locales à adopter les programmes soutenus par la JCI.

ARTICLE 14-7 récompenses

JCI MALI établira un programme de récompenses dans le but de reconnaître et d'honorer les Organisations Locales et membres individuels ayant le mieux contribué à l'accomplissement des buts de la JCI, et pourrait nommer un responsable comme Directeur des Récompenses qui sera aussi chargé de correspondre avec le responsable approprié de l'Organisation Nationale.

CHAPITRE XV : FINANCES

ARTICLE 15-1 année fiscale

L'année fiscale de JCI MALI correspond à l'année civile.

ARTICLE 15-2 comptabilité

Le livre de caisse, le grand livre, et les autres pièces comptables de l'Organisation Nationale sont conservés par le Trésorier sous la supervision du Comité Directeur.

ARTICLE 15-3 Manifestations et Assurances

Les membres de la Jeunes Chambre Internationale Mali bénéficieront d'une assurance à l'occasion des Manifestations Nationales.

La JCI Mali fera la souscription auprès d'une compagnie d'Assurance et les charges seront partagées entre l'Organisation Nationale et les Organisations Locales.

ARTICLE 15-4 budget

Le Trésorier soumet une Proposition de budget pour l'année suivante au Comité Directeur lors de sa réunion pendant la convention de l'Organisation Nationale.

La proposition de budget, accompagnée des recommandations du Comité Directeur, est alors soumise pour approbation à l'Assemblée Générale lors de la Convention.

CHAPITRE XVI : COTISATIONS

ARTICLE 16-1 cotisations

Les Organisations Locales paient leurs cotisations annuelles à JCI MALI de la manière suivantes:

5 000 Fcfa par an et par membre déclaré au titre des contributions à l'Organisation Nationale

L'équivalent en francs CFA de la contribution à la JCI qui s'élève à 10,5 \$ par an et par membre déclaré.

Chaque année, le taux qui servira de base à la conversion du \$ et F CFA sera le taux moyen donné par la BCEAO sur la période.

Dans le cas où l'effectif de l'Organisation Nationale viendrait à descendre en deçà de 135 membres, la contribution des membres à la JCI sera calculée sur la base de la cotisation totale minimale, soit 1 150 \$ divisé par le nombre de membres cotisants

ARTICLE 16-2 : Cotisations des JCI Universitaires

Les Organisations Universitaires payent la moitié de la cotisation annuelle fixée par la JCI MALI de la cotisation annuelle à la Nationale.

ARTICLE 16-3 : mode de calcul de la cotisation de JCI Universitaires

Les organisations Universitaires ne payeront que pour 25 membres correspondant à une voix par l'article 5-5 alinéa 1.

ARTICLE 16-4 date de paiement

Les cotisations pour l'année en cours sont exigibles à partir du 1er janvier de l'exercice.

La date limite de paiement est fixée à une semaine avant la date d'ouverture du Conseil National.

ARTICLE 16-5. Suspension

L'Organisation Locale dont le paiement des cotisations est plus de trois (3) mois en retard perd momentanément sa qualité de membre de JCI MALI et n'a plus de droit de vote jusqu'à ce que les cotisations soient payées. Une telle suspension est sujette à un vote des 2/3 du Comité Directeur.

ARTICLE 16.6 fin de l'affiliation

L'Organisation Locale dont le paiement des cotisations est plus de douze (12) mois en retard cessent d'être affiliées à l'Organisation Nationale. La perte de l'affiliation doit être ratifiée par un vote à la majorité des 2/3 de l'Assemblée Générale, sur proposition du Comité Directeur.

CHAPITRE XVII : SENATEURS

ARTICLE 17-1 définition

Une récompense constituant en la remise de titre « Sénateur de la Jeune Chambre Internationale » accordant l'affiliation à vie à l'organisation et au Sénat de la JCI, peut être offerte aux membres individuels ou aux anciens membres, en reconnaissance de services exceptionnels rendus à l'organisation. Ce titre n'exempte pas le membre du paiement de ses cotisations régulières à l'organisation.

ARTICLE 17-2 candidatures

La procédure de désignation des candidatures au Sénat est la suivante :

- Approbation de la candidature au niveau de l'Assemblée Générale de l'Organisation Locale par vote à bulletin secret, aux deux tiers (2/3) des voix,
- Dépôt des candidatures un mois au moins avant la tenue de la Convention Nationale ; le dossier de candidature comprenant le dossier complet de l'intéressé, le PV de l'AG qui aura adopté la candidature au niveau local,
- L'Organisation Locale doit être à jour dans le paiement de ses cotisations à JCI MALI,

- Toute candidature au Sénat doit être obligatoirement accompagnée du règlement des frais de Sénat.

Les candidatures au Sénat doivent être soumises par le Président d'Organisation Locale au Comité National de Sélection composé de :

- Trois (3) membres du Comité Directeur National dont le Président,
- et de Trois (3) Sénateurs désignés par le Sénat.

Le Comité National de Sélection est le seul organe pouvant décider définitivement des candidatures au Sénat.

ARTICLE 17-3 révocation

Le Comité Directeur après approbation du Comité National de Sélection peut recommander au Président de la JCI de révoquer un Sénateur, de le suspendre provisoirement ou de lui retirer son titre s'il ne s'est pas conduit dignement ou si ses activités ne servent pas au mieux les intérêts de l'organisation.

Il est créé au sein de la jeune Chambre un conseil des sages. Ce conseil a pour fonction d'apporter sa médiation lors des conflits. Le sénat assure les fonctions du conseil des sages.

Il peut être saisi par écrit par un membre, par une Organisation Locale, par l'Organisation Nationale.

CHAPITRE XVIII : SIEGE SOCIAL

ARTICLE 18-1 lieu

Le siège social de l'Organisation Nationale se trouve à Bamako. Il est susceptible de se déplacer à tout autre endroit du territoire national sous réserve d'approbation de l'AG.

CHAPITRE XIX : REGLES DE PROCEDURES

Article 19-1 désignation

Les activités de l'Organisation Nationale sont régies par la présente Constitution et, dans tous les cas non prévus par celle-ci par le Robert's Rules of Order Revised.

CHAPITRE XX : AMENDEMENTS

Articles 20-1. Articles

Les articles peuvent être modifiés par un vote à la majorité deux tiers (2/3) des membres de l'assemblée générale de la convention de l'Organisation Nationale présents et votant, à condition qu'un préavis écrit définissant l'amendement proposé ait été envoyé à toutes les Organisation Locale trente (30) jours avant la convention.

ARTICLE 20-2 dérogation

Il peut être dérogé à tout Article de la Constitution par un vote unanime des membres de la réunion à la Convention de l'Organisation Nationale, à la condition que les quatre cinquième (4/5) des participants ayant le droit de vote participent au vote.

Article 20-3 date de prise d'effet

Après l'approbation à la majorité des deux tiers (2/3) des voix à la Convention de JCI MALI, La constitution prendra effet à partir du 1 Janvier de l'année suivante.

CHAPITRE XXI : DISPOSITIONS FINALES

Le règlement intérieur pourra préciser ces dispositions constitutionnelles.

Ségou, le 18 Octobre 2014

Secrétaire de Séance

Sénateur Ousmane Sina DIALLO
Conseiller Juridique Nationale 2014 - JCI Mali

Président de Séance

Sénateur Didi Kouakou DIALLO
Président National 2014 – JCI Mali

LE REGLEMENT INTERIEUR JCI MALI

**(Avec prise en compte des amendements adoptés lors de la
convention Nationale de Ségou Octobre 2014)**

SOMMAIRE

Chapitre I DENOMINATION

Chapitre II EMBLEME

Chapitre III AFFILIATION

Chapitre IV BUTS

Chapitre V MEMBRES

Chapitre VI ZONES

Chapitre VII ASSEMBLEE GENERALE

Chapitre VIII CONVENTION NATIONALE

Chapitre IX CONSEIL NATIONAL

Chapitre X RESPONSABLES

Chapitre XI RESPONSABILITES DES MEMBRES DU COMITE DIRECTEUR

Chapitre XII DOMAINES D'ACTIVITES

Chapitre XIII SENAT

Chapitre XIV COMITE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE (CPS)

Chapitre XV INSTITUT NATIONAL DE FORMATION

Chapitre XVI NATIONAL BUSINESS NETWORK (NBN)

Chapitre XVII CANDIDATURE A LA JCI

Chapitre XVIII RESSOURCES

Chapitre XIX SIEGE SOCIAL

Chapitre XX REGLES DE PROCEDURE

Chapitre XXI AUTRES DISPOSITIONS

Chapitre XXII AMENDEMENTS

Chapitre I : DENOMINATION

ARTICLE 1.1 : Nom ou Dénomination

La Fédération est dénommée Jeune Chambre Internationale Mali et est désignée ci-après dans ce règlement intérieur par les initiales «**JCI MALI** ».

Le nom doit, en toutes circonstances, être imprimé conformément au style typographique adopté par l'organisation dans son programme d'identité. Il doit toujours être imprimé ou reproduit en bleu. Il peut toutefois apparaître en noir dans les documents imprimés sur lesquels seule cette couleur d'encre est utilisée.

Chapitre II : EMBLEME

ARTICLE 2.1 : Emblème

L'emblème de la Jeune Chambre Internationale Mali est l'emblème de la Jeune Chambre Internationale.

L'emblème de l'organisation doit en toutes circonstances être imprimé ou produit en bleu. Il peut toutefois apparaître en noir dans les documents imprimés sur lesquels seule cette couleur d'encre est utilisée.

ARTICLE 2.2 : Droit d'usage

L'usage du nom, des initiales et de l'emblème de l'organisation nationale et de la Jeune Chambre Internationale est réservé aux Organisations Locales dûment affiliées et ne peut aucunement être utilisés par d'autres organisations sans autorisations écrites du Président.

Chapitre III : AFFILIATION

ARTICLE 3.1

L'Affiliation d'une Organisation Nationale à la Jeune Chambre Internationale ci-après désignée par l'appellation « JCI » implique :

1. L'acceptation de la déclaration des principes et des buts de la JCI, dont le texte suit :

« Les principes de JCI, sont fondés sur les croyances suivantes :

- La croyance en Dieu,
- La fraternité humaine,
- La liberté individuelle et la dignité ;
- La force des lois ;
- La valeur de la personne humaine,
- Le service à l'humanité. »

2. L'observation de la constitution de la JCI pour gérer les affaires de l'Organisation Nationale.

Chapitre IV : BUTS

ARTICLE 4.1 : Buts de la Jeune Chambre Internationale

Les buts de JCI, sont de contribuer au progrès de la communauté globale en offrant aux jeunes la possibilité de développer les techniques de leadership, la responsabilité sociale, l'esprit d'entreprise et la solidarité nécessaires pour effectuer des changements positifs.

ARTICLE 4.2 : Buts de l'Organisation Nationale

Les buts de **JCI MALI** s'inspirant de la déclaration des principes de la JCI sont :

1. de mettre en valeur et de contribuer à la réalisation et au progrès des buts de la JCI ;
2. de coordonner les activités de ses membres pour la réalisation de ses buts ;
3. d'encourager l'extension de son effectif à tous les Jeunes du Mali ;
4. de faire la promotion du principe de l'interdépendance universelle.

La Jeune Chambre Economique du Mali s'inspire également des recommandations issues des assises de son conseil national tenu à San les 26, 27 et 28 mars 1998.

ARTICLE 4.3 : Politique

JCI MALI s'abstiendra de toute activité politique ou partisane et ses membres ne mêleront pas leurs activités personnelles aux activités Jeune Chambre ?de telle sorte que l'opinion publique ne puisse conclure à l'orientation politique de l'Organisation Nationale dans un sens ou dans l'autre.

ARTICLE 4.4 : Religion

JCI MALI s'abstiendra de toute activité sectaire ou religieuse et ses membres ne mêleront pas leurs activités personnelles aux activités Jeune Chambre, de telle sorte que l'opinion publique ne puisse conclure à l'orientation religieuse de l'Organisation Nationale dans un sens ou dans l'autre.

ARTICLE 4.5 : Droit de l'Homme

JCI MALI en conformité avec la Déclaration des principes de la JCI, reconnaît la Déclaration Universelle des droits de l'homme comme exemple pour la promotion du respect Universel et de l'observation des droits de l'homme, des libertés et de l'égalité.

ARTICLE 4.6 : Droit de l'Enfant

JCI MALI en reconnaissant et en soutenant la Déclaration des droits de l'enfant des Nations Unies, entreprendra des programmes permanents et durables visant à répondre à un ou plusieurs des besoins essentiels des enfants tels qu'ils sont présentés dans la Déclaration.

ARTICLE 4.7 : Paix Mondiale

JCI MALI, en reconnaissant le but fondamental du fondateur, Henry GIESSEMBIER, jrs. S'engagera à lutter pour l'instauration d'une paix mondiale véritable et perpétuelle.

Chapitre V : MEMBRES

ARTICLE 5.1 Définition Organisation Locale

Les organisations locales définies selon l'article 5.1 de la constitution sont reconnues comme Organisations Locales

ARTICLE 5.2 : Développement

Section 1 Buts

Le Président recommande les buts à atteindre par l'organisation en matière d'extension pour l'année suivante.

Section 2 Coordination

Le travail d'extension est organisé par le Comité Directeur National dans le cadre de la politique définie à ce sujet par l'assemblée Générale. Les voyages et démarches entrepris à des fins d'extension et le travail de correspondance doivent être soigneusement coordonnés avec les Vice-présidents exécutifs et le Vice-président National concerné en rapport avec le siège et l'OL marraine.

ARTICLE 5.3 Développement des Organisations Locales Eventuelles

Section 1 Méthode

Les étapes de développement des Organisations locales éventuelles sont les suivantes :

- a. Les demandes d'informations provenant de toute personne ou Organisation Locale intéressée par la création d'une organisation locale, sont transmises au Secrétaire Général, lequel fournit les informations demandées et envoie les documents appropriés, après avis du Comité Directeur National.
- b. Le Secrétaire Général, en accord avec les Vice-présidents Exécutifs et le Vice-président en charge, maintiennent et coordonnent les divers contacts établis et encouragent les personnes contactées à créer une Organisation Locale.
- c. Le Vice-président National, en accord avec les Vice-présidents Exécutifs, évaluera périodiquement les contacts établis et préparera un plan pour la création. Ce plan de développement présentera en détail les objectifs à atteindre, les attributions et responsabilités spécifiques, de l'Organisation Nationale marraine, et du Comité Directeur National, et les délais d'exécution.

Section 2 Les clubs JCI

Afin de se doter d'une pépinière, les Organisations locales peuvent mettre en place des clubs JCI composés de jeunes même s'ils n'ont pas l'âge minimum requis pour adhérer à une Organisation Locale.

Les clubs JCI sont des structures à fonctionnement interne autonome mais coacher par les Organisations Locales Mairaines.

Section 3 Création et effectif

Ils peuvent être créés dans les établissements primaires, fondamentaux, secondaires, universitaires ainsi que dans tous autres endroits où des jeunes, ne pouvant pas constituer une Organisation Locale, désirent partager les valeurs de la Jeune Chambre.

Dans les écoles primaires et fondamentales, les nombres des membres varie entre 5 au minimum et 10 au maximum.

Dans les autres cas, le nombre varie entre 8 au minimum et 20 au maximum.

Section 4 : Cotisation

Hormis dans les écoles fondamentales, les membres des clubs sont assujettis au paiement d'une cotisation dont le montant est fixé par l'Organisation mairaine.

Section 5 : Composition

Les clubs JCI sont dirigés par un bureau composé comme suit :

- Un président
- Deux vice-présidents : l'un cumulant les fonctions des domaines communautaire et formation, l'autre l'internationalisme et affaires
- Un secrétaire général faisant aussi office de chargé de communication
- Un Trésorier cumulant les fonctions de conseiller juridique.

Section 6 : Activités des clubs JCI

Hormis les formations qui sont laissées au souhait des clubs JCI, ils ne peuvent dépasser 2 projets par semestres.

Ces projets doivent être réalisés dans l'environnement immédiat des clubs JCI.

Section 7 : Limite

L'Organisation Nationale consacrera ses efforts aux Organisations Locales naissantes qui reconnaissent et appliquent les principes locaux du mouvement Jeune Chambre.

ARTICLE 5.4 : Procédure d'affiliation des Organisations Locales naissantes

Section 1 : Qualification pour l'acceptation d'une demande d'admission

Pour que la candidature à l'affiliation à l'Organisation Nationale puisse être prise en compte, l'Organisation Locale doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. Se conformer aux conditions requises telles que stipulées dans la constitution de l'Organisation Nationale.

2. Avoir des objectifs et règlements compatibles eu égard aux buts de l'Organisation Nationale et la JCI,
3. Se conformer à la limite d'âge **comprise** entre dix-huit (18) ans au minimum et quarante (40) ans au maximum,
4. Avoir un effectif non inférieur à vingt-cinq (25) membres

Section 2 : Organisation Locale Potentielle

Le candidat aura le statut d'Organisation Locale potentielle à compter de la date d'accusé de réception de sa candidature par le Comité Directeur.

Il devra pendant cette période :

1. Présenter une copie de sa Constitution ;
2. Indiquer les noms et adresses des responsables de l'Organisation Locale ;
3. Présenter une liste des activités proposées pour l'année suivante ;
4. Communiquer une liste de quinze (15) membres, avec leurs noms, adresses et dates de naissance ;
5. Fournir une lettre de parrainage d'une Organisation Locale affiliée depuis douze (12) mois au moins.
6. Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote.

Le statut d'Organisation Locale potentielle **est acquis** au terme d'un vote à la majorité des deux tiers (2/3) du Comité Directeur suite à l'exécution des points inscrits ci-dessus

Section 3 : Organisation Locale Provisoire

L'Organisation Locale provisoire doit remplir les conditions suivantes :

1. Le paiement des cotisations à l'Organisation Nationale pour l'année fiscale en cours ;
2. Faire les formations :
 - a. Connaissance du mouvement ;
 - b. Procédure parlementaire ;
 - c. Gestion d'une Organisation Locale Membre ;
3. Communiquer une liste de vingt-cinq (25) membres, avec leurs noms, adresses et dates de naissance ;
4. Participer à toutes les réunions de l'Organisation Nationale mais ne jouira d'aucun droit de vote.

Suite à l'exécution des points indiqués ci-dessus le Comité Directeur par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) fera une proposition à la prochaine l'Assemblée Générale du Conseil National ou de la Convention Nationale.

L'affiliation provisoire ne peut excéder une durée de six (6) mois sous peine pour l'Organisation Locale de perdre le présent statut.

Section 4: Organisation Locale de Plein Droit

Le statut d'Organisation Locale de plein droit est acquis à l'Organisation Locale provisoire après un vote des deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée Générale lors du Conseil National ou de la Convention Nationale suite à une proposition du Comité Directeur.

Le droit de vote est acquis à l'Organisation Locale de plein droit immédiatement après le vote.

L'intronisation a lieu dans sa localité à une date fixée durant l'Assemblée Générale qui décidera.

ARTICLE 5.5 : Limite d'âge

L'organisation Nationale doit fixer les limites d'âge de ses membres individuels à dix-huit (18) ans au minimum et quarante (40) ans au maximum. Les membres peuvent conserver leur affiliation jusqu'à la fin de l'année civile pendant laquelle ils atteignent quarante (40) ans. S'il se trouve dans ce cas, le Président sortant peut terminer son mandat qui ne doit pas dépasser la durée d'un (1) an.

ARTICLE 5.6 Désaffiliation

Toute Organisation Locale peut mettre un terme à son adhésion à JCI MALI et peut être désaffiliée dès qu'elle fait part de son désir au Président National, en accompagnant sa notification du règlement de toutes les sommes dues à JCI MALI.

ARTICLE 5.7 Perte des droits

Les deux tiers (2/3) des membres du Comité Directeur peuvent sous réserve d'une ratification par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) de l'Assemblée Générale suspendre provisoirement l'affiliation d'une Organisation Locale s'ils jugent qu'elle ne remplit plus les conditions requises pour l'affiliation à l'Organisation Nationale telles que stipule le règlement 7.1.

Chapitre VI : ZONES

Règlement 6.1 Composition

JCI MALI se découpe sur quatre (4) Zones géographiques :

- ✓ **Zone 1** : regroupe les Organisations locales des régions de Kayes et de Koulikoro,
- ✓ **Zone 2** : regroupe les Organisations locales des régions de Ségou et de Sikasso,
- ✓ **Zone 3** : regroupe les Organisations locales des régions de Mopti, Gao, et Tombouctou,
- ✓ **Zone 4** : regroupe les Organisations locales du district de Bamako,

ARTICLE 6.2 Supervision

Le Président National affecte à chaque Zone un Vice-président National dont les fonctions sont définies par l'article 11.3 de la constitution.

ARTICLE 6.3 Convention groupée

La Convention groupée de la JCI MALI est la manifestation annuelle d'une Zone au cours de laquelle différentes activités sont menées entre autres :

- Les sessions de formations
- Les ateliers de travail sur les enjeux et les défis des OLs
- Les Projets communautaires

ARTICLE 6.4 Développement des Organisations locales existantes

Section 1 Méthode

Le développement de l'effectif des Organisations locales existantes se fera en rapport avec le Vice-président National chargé de la zone. Ce dernier encouragera les Organisations Locales à dispenser des séminaires appropriés, à donner des conseils sur la structure des Organisations locales, à inciter les Organisations locales universitaires à établir les objectifs de croissance en s'efforçant d'augmenter le nombre des membres.

Section 2 Organisation Locale Universitaire

Les Organisations locales peuvent créer des organisations universitaires Composés d'élèves et d'étudiants où la tranche d'âge se situe entre 18 et 30 ans.

Les Organisations Locales universitaires sont gérées à l'image des Organisations locales en se référant à la constitution de celle-ci.

Une reconnaissance officielle sera faite lorsque l'Organisation locale marraine présentera le dossier au CDN qui approuvera au 2/3 des voix.

Les membres des JCIU peuvent avoir la même carrière à la JCI au niveau national que les membres des Organisations locales de pleins droits.

Section 3 Affiliation du membre individuel

Le membre individuel qui désire adhérer à la Jeune Chambre est tenu de le faire par écrit en mettant ses motivations.

En plus des dispositions constitutionnelles appliquées par l'Organisation locale, cette dernière doit communiquer les informations suivantes au siège :

- une première fiche (Fiche A) est remplie,
- une deuxième fiche (Fiche B) est remplie après la période d'observation.

(Les fiches A et B figurent en annexe)

Le Vice-président National en charge de l'Organisation locale examine toute la procédure et donne son aval pour l'intronisation du nouveau membre.

Section 4 : Intronisation

L'intronisation du membre individuel est faite en présence d'un membre du Comité Directeur National, et suivant la codification de l'intronisation du nouveau membre jointe en annexe.

Chapitre VII : ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 7.1 Prérogatives

L'Assemblée Générale jouit d'un droit de vote exclusif dans les circonstances suivantes :

1. Election de tous les responsables élus.
2. Approbation des nominations des membres non élus du Comité Directeur.
3. Affiliation et perte des droits des Organisations Locales conjointement avec le Comité Directeur.
4. Approbation du / des programme (s) d'activité de l'Organisation Nationale pour l'année suivante.
5. Approbation du Budget pour l'année suivante.
6. Choix du lieu de la Convention de l'Organisation Nationale.
7. Approbation du plan à long terme et des rapports.
8. Approbation de la nomination des commissaires aux comptes

ARTICLE 7.2 Composition

L'Assemblée Générale se compose :

1. des membres du Comité Directeur National
2. des Présidents de toutes les Organisations locales de plein droit.

Si le Président d'une Organisation locale n'est pas en mesure d'assister à une réunion de l'Assemblée Générale, il doit en avertir le Secrétaire Général par écrit, et lui transmettre le nom de son représentant officiel, lequel doit être membre de ladite Organisation Locale.

ARTICLE 7.3 Modalités de vote et Droit de parole

Pour tout vote en Assemblée Générale, toutes les Organisations locales qui ont réglé leurs cotisations pour l'année en cours, comme prescrit dans la constitution, ont un nombre de voix basé sur les principes suivants :

1. Une voix lorsque l'effectif de l'Organisation Locale est de vingt cinq (25) membres.
2. Une voix supplémentaire pour chaque dizaine de membres supplémentaires ou fraction. Les membres du Comité Directeur ont le droit de parole et celui d'introduire et de soutenir des motions lors d'une réunion de l'Assemblée Générale, mais ne jouissent pas du droit de vote.

Les Past-présidents nationaux ; les Officiers et Past-officiers internationaux ont le droit de parole.

ARTICLE 7.4 Droits de vote

Conformément au règlement 7.3 le droit de vote incombe aux seules Organisations locales de plein droit. Il est établi en fonction du nombre des membres déclarés et pour lesquels l'Organisation Locale a versé des cotisations au moment du vote.

ARTICLE 7.5 Quorum

Le quorum de l'Assemblée Générale est constitué par cinquante pour cent plus un (50 % + 1) du nombre total des voix des Présidents d'Organisation Locale (ou leurs représentations dûment autorisées) calculés selon le règlement 7.3.

ARTICLE 7.6 Réunions aux fins de passation

Une AG aura lieu en fin d'année ou au plus tard le dix(10) Janvier de l'année suivante. Cette

ARTICLE 7.7 : Postuler pour une manifestation nationale

Toutes les organisations Locales désireuses d'abriter une manifestation nationale doivent déposer une lettre de candidature au secrétariat Général 30 jours avant la Convention Nationale;

Cette lettre doit être accompagnée de :

- La liste des membres actifs de l'OL
- La capacité d'hébergement de la localité
- Une liste des sites potentiels devant abriter les travaux.

Une présentation power point à l'appui de leur candidature lors de l'Assemblée Générale.

CHAPITRE VIII CONVENTION NATIONALE

ARTICLE 8.1 Programme

Le programme de la Convention comprend la réunion des Assemblées Générales, la cérémonie solennelle d'intronisation du Président National élu et de la cérémonie de récompense.

ARTICLE 8.2 Conférence de presse

- a) La JCI Mali peut organiser une conférence de presse lors des manifestations nationales ou à tout autre moment.
- b) La conférence de presse peut être organisée pour présenter :
 - Les orientations stratégiques de l'Organisation Nationale
 - Le plan d'action de l'année suivante
 - Le rapport de l'exercice précédent
 - Les apports de l'organisation et de ses démembrements dans la construction nationale
- c) un dossier de presse est rédigé et validé par le CDN avant la conférence de presse.
- d) La conférence de presse est dirigée par le Président National assisté par le CDN et/ou tous autres membres Ressources

CHAPITRE IX CONSEIL NATIONAL

ARTICLE 9.1 Composition et fonctions

Le Conseil National se compose :

- du Forum National, qui sera l'occasion pour chacun des membres individuels de discuter de tous les aspects liés à la vie de la Jeune Chambre Internationale du Mali,
- de l'Assemblée Générale de l'Organisation Nationale qui doit :
 - a. entériner les résolutions du Forum National,
 - b. faire une revue des textes (Constitution et Règlement Intérieur)
 - c. procéder à l'évaluation à mi-parcours des activités des Organisations Locales, du Comité Directeur National et des responsables des Institutions de la JCIM.
- Autres activités.

ARTICLE 9.2 Réunion

Il se tient une fois dans l'année sur convocation du Comité Directeur National.

Il doit se tenir avant la conférence de zone de l'année en cours.

CHAPITRE X RESPONSABLES

Les responsables de JCI MALI sont :

- Le Président
- Le Deputy Président
- Les deux Vice-présidents Exécutifs
- Les quatre(4) Vice-présidents assignés aux Zones
- Le Commissaire aux comptes
- Le Secrétaire Général
- Le Conseiller Juridique National
- Le Trésorier
- Les Conseillers du Président (ou Directeurs)
- Le Président Sortant ou IPP

CHAPITRE XI RESPONSABILITES DES MEMBRES DU COMITE DIRECTEUR

ARTICLE 11-1 FONCTION DU PRESIDENT

Le Président :

1. est le représentant Officiel de JCI MALI
2. est le responsable exécutif principal de l'Organisation Nationale
3. préside toutes les réunions de l'Assemblée Générale et du Comité Directeur
4. supervise le fonctionnement de JCI MALI en Général et voyage en son nom
5. rend compte de ses activités à l'Assemblée Générale et au Comité Directeur.

ARTICLE 11-2 FONCTIONS DE DEPUTY PRESIDENT

Le Deputy Président:

1. doit se former à assumer la Présidence de l'Organisation Nationale pour l'année suivante ;
2. assure les attributions conférées par le Président National.

ARTICLE 11-3 FONCTIONS DES VICE-PRESIDENTS EXECUTIFS

Les Vice-présidents Exécutifs :

1. sont d'une façon générale responsable de la croissance de l'effectif et du développement des Organisations Locales.
2. Préparent le programme du thème principal de l'Organisation Nationale de l'année suivante.

ARTICLE 11-4 FONCTIONS DES VICE- PRESIDENTS

Les Vice-présidents :

S'acquittent des tâches qui leur sont confiées par le Président, en particulier supervisent, coordonnent et favorisent la croissance et le développement des activités relatives aux domaines de possibilités de la JCI dans les Organisations Locales qui leurs sont confiées.

Etudient les informations qui lui parviennent sur les domaines de Possibilités de la JCI et informent les Organisations Locales, leurs Présidents et leurs Comités Directeurs des aspects les concernant particulièrement ou présentant un certain intérêt pour eux.

Communiquent, travaillent et visitent les Organisations Locales qui leurs ont été attribuées par le Président dans les buts suivants

- a. Assurer une bonne communication entre les Organisations Locales qui leurs sont attribuées et la **JCI Mali** :
- b. Promouvoir dans les Organisations Locales dont ils sont responsable les programmes adoptés par l'Organisation Nationale.

ARTICLE 11-4 FONCTIONS DU SECRETAIRE GENERAL

Le Secrétaire Général :

- est le responsable administratif de l'Organisation Nationale, sous la responsabilité directe du Président,
- est chargé du fonctionnement du secrétariat et de la mise en application des règlements selon les directives du Président,
- avertit les membres de toutes réunions de l'Assemblée Générale et du Comité Directeur,
- est chargé de conserver et de classer les procès-verbaux de ces réunions, que les membres pourront consulter à des heures normales,

- est chargé de la préparation d'un rapport annuel des activités et programmes de l'Organisation Nationale.

ARTICLE 11-5. FONCTIONS DU TRESORIER

Le Trésorier :

- Prépare le relevé des cotisations à payer,
- Est responsable du recouvrement des cotisations des Organisations Locales et de la tenue des livres comptables de l'Organisation Nationale,
- Est responsable des paiements à effectuer suivant les directives du Comité Directeur,
- Est responsable de la préparation d'un rapport annuel sur les affaires financières de l'Organisation et des états de comptes trimestriels,
- Prépare et soumet une proposition de budget de l'Organisation Nationale,

Tous les chèques et autres ordres relatifs aux comptes en banque de JCI MALI sont signés par le Président ou le Vice-président Exécutif et sont contresignés par le Trésorier.

ARTICLE 11-6. FONCTIONS DU CONSEILLER JURIDIQUE

Le Conseiller Juridique :

- Remplit les fonctions de jurisconsulte du Comité Directeur et de l'Assemblée Générale,
- Tranche en matière de procédure parlementaire, à la demande du Président de séance,
- S'assure que les Constitutions de la JCI et de JCI MALI sont respectées en permanence,
- Propose des amendements à la Constitution de JCI MALI si nécessaire,
- Etudie et approuve les constitutions d'Organisation Locale.

ARTICLE 11-7. RESPONSABILITES DES CONSEILLERS ET DIRECTEURS

Les Conseillers du Président :

- Mettent en application, font la Promotion et assurent la coordination ainsi que le contrôle des programmes ou des projets dans le cadre des responsabilités qui leur ont été assignées,
- Etudient toutes les informations reçues concernant leurs responsabilités et font les recommandations appropriées au Comité Directeur.

ARTICLE 11-8. LE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Commissaire aux comptes est l'auditeur interne de l'Organisation. A ce titre il :

- Approuve et certifie les comptes de l'exercice à la convention annuelle.
- Procède à des audits trimestriels des comptes de l'Organisation et présente un rapport d'audit au Comité Directeur.

- Procède à l'audit des comptes des différents projets après dépôt du rapport d'exécution de ceux-ci.
- Peut aussi procéder à un audit des différents projets en cours d'exécution si la majorité simple des membres du Comité Directeur National le juge nécessaire.
- produit des rapports sur les comptes à l'ON,
- vérifie les registres de dépenses qui font état des chèques et des paiements effectués,
- vérifie les livres des recettes,
- vérifie le paiement des cotisations, dons, legs et sponsors.
- Il fait des recommandations pour l'année suivante.

CHAPITRE XII LES DOMAINES D'ACTIVITES

ARTICLE 12.1 Domaines de Possibilités

Afin de faciliter la réalisation des objectifs de JCI MALI, ses programmes d'activité doivent avoir trait à l'un des quatre (4) domaines de possibilités dont les champs d'action sont les suivants :

- a. Possibilités au niveau individuel : Offrir au membre individuel la possibilité de développer ses capacités grâce à des programmes de formation.
- b. Possibilités au niveau Communautaire : Développer la sensibilité du membre individuel envers les problèmes de la société, et sa connaissance de la dynamique communautaire en résolvant ces problèmes grâce à une véritable expérience.
- c. Possibilités au niveau international : Offrir au membre individuel l'occasion de contribuer au développement de la bonne volonté, de la compréhension et de la coopération entre tous les peuples.
- d. Possibilité au niveau des affaires : Offrir au membre individuel l'occasion de contribuer au développement et à l'amélioration de l'infrastructure économique, à la prospérité et bien-être de toutes les nations.

ARTICLE 12.2 Responsabilités des Programmes

JCI MALI doit inciter les Organisations Locales à nommer un responsable pour chaque domaine de possibilité pour faciliter la communication avec le Directeur ou le (s) responsables de l'Organisation Nationale chargé(s) des programmes d'activités, et de diffuser les informations reçues au niveau des Organisations Locales.

ARTICLE 12.3 Commissions

L'Organisation Nationale recommande aux Organisations Locales affiliées, afin d'organiser des programmes d'activités équilibrés avec ordre et méthode, d'avoir recours au système de commissions ci –dessous établi dans le cadre des domaines de possibilités :

1. Possibilités au niveau individuel :

- Commission de développement personnel
- Commission des formateurs
- Commission de formation des responsables
- Commission de la croissance de l'effectif et de l'expansion
- Commission des réunions

2. Possibilités au niveau communautaire

- Commission du thème principal de la JCI
- Commission du développement de la participation communautaire
- Commission des affaires économiques
- Commission de l'enfance et de la Jeunesse
- Commission des affaires gouvernementales et civiques

3. Opportunités au niveau international

- Commission des affaires et des relations internationales
- Commission du jumelage des organisations locales
- Commission des réunions JCI
- Commission des récompenses

4. Opportunités au niveau des affaires

- Commission des finances
- Commission des archives
- Commission du marketing et des publiques
- Commission de planification stratégique
- Commission du commerce
- Commission du réseau des affaires

ARTICLE 12.4 Formation

JCI MALI nommera un responsable dans le but de promouvoir, coordonner et diriger les activités relatives à la formation des membres au niveau de l'Organisation Nationale et des Organisations Locales et pour correspondre avec les responsables appropriés au niveau de la JCI.

ARTICLE 12.5 Thème Principal de la JCI

JCI MALI nommera un responsable dans le but de promouvoir, coordonner et diriger les activités relatives au thème principal de la JCI au niveau de l'Organisation Nationale et des Organisations Locales, et pour correspondre avec les responsables appropriés au niveau de la JCI.

ARTICLE 12.6 Programmes Appuyés par la JCI

Selon les possibilités JCI MALI incitera également les Organisations Locales à adopter les programmes soutenus par la JCI.

ARTICLE 12.7 Récompenses

JCI MALI établira un programme de récompenses dans le but de reconnaître et honorer les Organisations Locales et membres individuels ayant le mieux contribuer

à l'accomplissement des buts de la JCI et pourra nommer un responsable comme directeur des récompenses qui sera aussi chargé de correspondre avec le responsable approprié de la JCI.

CHAPITRE XIII LE SENAT

ARTICLE 13.1 Définition

Une récompense constituant en la remise de titre « Sénateur de la Jeune Chambre Internationale » accordant l'affiliation à vie à l'organisation et au Sénat de la JCI, peut être offerte aux membres individuels ou aux anciens membres, en reconnaissance de services exceptionnels rendus à l'organisation. Ce titre n'exempte pas le membre du paiement de ses cotisations régulières à l'organisation.

ARTICLE 13.2 Affiliation

ARTICLE 13.3 Condition d'Admission

La procédure de désignation des candidatures au Sénat est la suivante :

- Approbation de la candidature au niveau de l'Assemblée Générale de l'Organisation Locale par vote à bulletin secret, aux deux tiers (2/3) des voix,
- Dépôt des candidatures un mois au moins avant la tenue de la Convention Nationale ; le dossier de candidature comprenant le dossier complet (Formulaire de candidature renseigné CV, Copie de la pièce d'identités en cours de validité de l'intéressé, le PV et la liste de présence de l'AG qui aura adopté la candidature au niveau local,
- L'Organisation Locale doit être à jour dans le paiement de ses cotisations à JCI MALI,
- Toute candidature au Sénat doit être obligatoirement accompagnée du règlement des frais de Sénat.

Les candidatures au Sénat doivent être soumises par le Président d' Organisation Locale.

ARTICLE 13.4 Comité National de Sélection

Section 1 Composition

- Trois (3) membres du Comité Directeur National dont le Président,
- Trois(3) Sénateurs désignés par le Sénat.

Section 2 Attribution et Fonctionnement

Le comité National de sélection se réunit à la Convention Nationale et prend des décisions à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

Il est le seul organe pouvant décider définitivement des candidatures au Sénat

ARTICLE 13.5 Révocation

Le Comité Directeur après approbation du Comité National de Sélection peut recommander au Président de la JCI de révoquer un Sénateur, de le suspendre

provisoirement ou de lui retirer son titre s'il s'est pas conduit dignement ou si ses activités ne servent pas au mieux les intérêts de l'organisation.

ARTICLE 13.6 Le Sénat Malien

Il est créé un sénat malien qui regroupe tous les sénateurs résidant au Mali et dont les activités sont déterminées par un règlement intérieur spécifique.

CHAPITRE XIV COMITE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE(CPS)

ARTICLE 14.1 Composition

Le CPS nommé par l'Assemblée Générale pour un mandat de trois (3) ans sur recommandation du Comité Directeur comprend :

- Deux (2) anciens Présidents Nationaux,
- Deux (2) Sénateurs,
- Deux (2) anciens Présidents Locaux.

CHAPITRE XV : L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION

ARTICLE 15

Section 1 Organes

Il est créé un Institut National de Formation de la Jeune Chambre du Mali dont les organes sont :

- l'Assemblée Générale de l'Institut
- la Direction de l'Institut

Le fonctionnement et les activités de cet institut sont déterminés par un règlement spécifique.

Section 2 Le Directeur

- Il est nommé par le Président National en exercice pour un mandat de un an renouvelable une fois.
- Une expérience de trois ans en tant que formation JCI

Section 3 Le Secrétaire Permanent

- Il est le personnel permanent de l'institut.
- Il sera élu à la majorité simple de l'assemblée sur proposition du directeur.

Il assurera la gestion du courrier, des communications, des archives de l'Institut et s'occupera de la tenue des comptes selon les normes admises en la matière sous la supervision du Trésorier Général.

-Il doit être au moins un Jaycee à défaut d'avoir un diplôme de formateur.

Section 4 L'Assemblée Générale de l'Institut

- L'Assemblée de l'Institut est son instance suprême. Elle est constituée de tous les formateurs de la JCI résidant au Mali.
- Elle veille à la bonne marche de l'Institut, à la bonne exécution des missions assignées à la direction ainsi qu'à la conformité des programmes de formation aux principes de la JCI et de la Jeune Chambre du Mali.

· Elle se réunit une fois par an sur convocation du Directeur de l'institut. Toutefois, une assemblée extraordinaire peut être convoquée sur proposition de plus de la moitié de ses membres ou du Président National.

CHAPITRE XVI : LA NATIONALE BUSINESS NETWORK (NBN)

ARTICLE 16.1 Membres

Sont membres du réseau NBN tous les Jaycees acquittés de leur droit d'adhésion.

ARTICLE 16.2 Direction

Le Président est élu en Assemblée Générale pour deux (2) ans.
Il rend compte de son fonctionnement au Conseil National et à la Convention Nationale.

ARTICLE 16.3 Dispositions Particulières

Un règlement intérieur précisera toutes dispositions particulières relatives au réseau national NBN.

CHAPITRE XVII CANDIDATURE A LA JCI

ARTICLE 17.1 Comité de Candidature

Section 1 Composition

Le comité de candidature désigné par le Président National est composé de :

- Le Président sortant (IPP)
- quatre (4) Past-présidents Nationaux les plus récents.

Le Conseiller Juridique est membre de ce comité de candidature. Lorsqu'il est lui-même candidat il sera remplacé par le CJN le plus récent disponible.
Le Conseiller Juridique n'a pas le droit de vote.

Section 2 Attribution

Le Comité analyse l'opportunité, désigne les candidats potentiels et met en place la stratégie de campagne.

Règlement 17.2 Conditions

Le membre du comité doit :

Etre Past Président National et/ou Conseiller Juridique en exercice a défaut le plus récent disponible.

CHAPITRE XVIII RESSOURCES

Règlement 18.1 Cotisations des OLM
Règlement 18.2 Cotisations des Sénateurs
Règlement 18.3 Suspension
Règlement 18.4 Fin de l’Affiliation
Règlement 18.5 Subventions, Dons et Legs
Règlement 18.6 Sponsoring
Règlement 18.7 Demande d’Affiliation au Sénat
Règlement 18.8 Action Sociale
Règlement 18.9 Fonds de Solidarité

CHAPITRE XIX SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Jeune Chambre du Mali se trouve à l’adresse suivante :

Direction Nationale de l’Industrie (DNI) boulevard Cheick Zayed, Lafiabougou, Bamako, République du Mali-BP: 1980.

Il est susceptible de se déplacer à tout autre endroit du territoire national sous réserve d’approbation de l’Assemblée Nationale.

CHAPITRE XX REGLES DE PROCEDURE

ARTICLE 20.1 Désignation

CHAPITRE XXI AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 21.1 Remise des Documents

Le comité exécutif National devra mettre à la disposition du Le Commissaires aux Comptes tous les documents et renseignements nécessaires à l’exécution de sa mission deux (2) semaines au moins avant la réunion du conseil National et la tenue de la Convention Nationale.

ARTICLE 21.2 Représentation du Commissaire aux Comptes aux réunions.

Le Commissaires aux Comptes doit se faire représenter à ces réunions par au moins deux (2) de ses membres.

ARTICLE 21.3 Rapport du Commissaire aux Comptes

Le Commissaires aux Comptes devra établir un rapport et l’adresser au Comité Exécutif National au moins une semaine avant la tenue du Conseil National et de la Convocation Nationale.

ARTICLE 21.4 Cas des mouvements financiers intervenus après le contrôle du Commissaire aux Comptes

Le Comité Exécutif National doit communiquer au Commissaire aux Comptes avant l’ouverture du Convention une note sur les mouvements financiers intervenus après son contrôle.

ARTICLE 21.5 Cas de défaillance du Commissaire aux Comptes

Le commissaire aux Comptes élu prend fonction immédiatement à la Convention Nationale. Il fait un rapport sur la période allant de la Convention Nationale à la passation des charges, rapport qu'il soumet au Comité de Passation auquel il participe.

ARTICLE 21.6 Documents

Le Comité Exécutif National devra mettre à la disposition de chaque OL lors de l'inscription sur les lieux de la Convention Nationale les documents suivants :

- rapport sur sa gestion
- La situation financière de la JCI Mali
- Le rapport du Commissaires aux comptes

ARTICLE 21.7 Défaillance d'un membre du CDN

En cas de défaillance d'un de ses membres à l'exception du Président, le Comité Exécutif National pourra s'adjoindre d'un remplaçant par cooptation après approbation de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 21.8 Vacance de la Présidence Nationale

En cas de vacance, le Vice-président Exécutif assure automatiquement les fonctions de Président jusqu'à la fin du mandat en cours.

Section 1 Cas d'empêchement d'exercice

En cas de décès, d'incapacité ou de démission.

Section 2 Suspension ou Révocation

En cas de défaillance exceptionnelle du Président dûment constatée, les deux tiers (2/3) des Présidents d'Organisation Locale peuvent convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire pour décider de la suspension ou de la révocation du Président National.

ARTICLE 21.9 Mutation de Membre

Section 1 Formalité de mutation

Les membres mutés en cours d'année doivent, pour intégrer l'Organisation Locale de leur ville d'accueil, présenter une lettre de sortie de leur Organisation Locale d'origine.

~~Il reste entendu qu'ils cotisent à l'Organisation Locale qui les aura pris en compte dans sa déclaration d'effectif.~~

Section 2 Remplacement des membres du Comité Exécutif Local mutés

Les membres du Comité Exécutif local mutés en cours de mandat devront être remplacés par des directeurs de commission ou de projets sur proposition du Président Local et valider par l'Assemblée Générale.

Section 3 Mutation du Président d'Organisation Locale avant le Conseil National.

Tout Président d'Organisation Locale muté avant le Conseil National est remplacé par le Vice-président Exécutif jusqu'à la prochaine élection qui devra intervenir au plus tard un mois après son départ. Il reste entendu que dans ces conditions, le président muté n'ayant pu assumer ses responsabilités de Président d'Organisation Locale, ne pourra pas être considéré comme IPP par conséquent la possibilité lui est donnée de briguer de nouveau un poste de Président d'Organisation Locale.

Section 4 Mutation du Président d'Organisation Locale après le Conseil National.

Si le Président en exercice est muté après le Conseil National il conserve son titre de Président d'Organisation Locale jusqu'à la Convention Locale.

Dans ce cas il ne pourra plus briguer un quelconque poste de Présidence ailleurs.

ARTICLE 21.10 Déclaration d'effectifs

Ce sont les déclarations d'effectifs des Organisations Locales à la Convention Nationale qui seront communiquées à la Jeune Chambre Internationale pour l'année suivante. Toute nouvelle intronisation viendra augmenter le chiffre de la déclaration initiale.

L'Organisation Locale doit s'acquitter du montant correspondant à la cotisation du dernier effectif avant la Convention Nationale.

CHAPITRE XXII AMENDEMENTS

ARTICLE 22.1 Règlements

Les règlements peuvent être modifiés par un vote à la majorité deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée Générale de la Convention de l'Organisation Nationale présents et votant, à condition qu'un préavis **envoyé** définissant l'amendement proposé ait été envoyé à toutes les Organisations Locales trente (30) jours avant la Convention.

ARTICLE 22.2 Dérogation

Il peut être dérogé à tout règlement du Règlement Intérieur par un vote unanime des membres de la réunion à la Convention de l'Organisation Nationale, à la condition que les quatre cinquième (4/5) des participants ayant le droit de vote participent au vote.

ARTICLE 22.3 Date de prise d'effet

Après l'approbation à la majorité des deux tiers (2/3) des voix à la Convention de JCI MALI, Le Règlement Intérieur prendra effet à partir du 1 Janvier de l'année suivante.

Ségou, le 18 Octobre 2014

Secrétaire de Séance

Sénateur Ousmane Sina DIALLO
Conseiller Juridique Nationale 2014 - JCI Mali

Président de Séance

Sénateur Didi Kouakou DIALLO
Président National 2014 – JCI Mali